

Bonjour Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-dessous notre contribution sur la consultation reprise en objet. La MEL étant autorité organisatrice sur la distribution de gaz et d'électricité, nous n'avons pas apporté de réponses aux questions spécifiquement dédiées aux réseaux de Transport.

En outre, nous aurons un échange téléphonique prévu le 11/4 après midi en lien avec France Urbaine. Nous pourrons y développer les points relatifs à la qualité de service (notamment les délais de raccordement)

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en oeuvre par la CRE depuis 10 ans ?

⇒ L'analyse est globalement partagée.

Je ne partage cependant pas le constat relatif à la forte augmentation des investissements sur le réseau de distribution d'électricité. La fenêtre d'analyse de 10 ans démarre en 2008 et fait donc immédiatement suite au constat du trop faible investissement d'EDF sur le réseau à l'époque. Il y a donc un effet « rattrapage » qui mériterait d'être rappelé dans l'analyse.

Sur le critère B, il serait intéressant de proposer une analyse comparative avec les autres réseaux européens.

Pour mémoire, le décret n° 2007-1826 a notablement réduit le périmètre des incidents comptabilisés et ne donne pas nécessairement une image fidèle des perturbations subies par les usagers : seuls les coupures d'une durée >3mn sont comptabilisés. Les éventuelles coupures intervenant du fait des manœuvres d'exploitation ou des automatismes, dans l'heure qui suit le début de la 1ère coupure longue ne sont pas comptabilisées.

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

⇒ L'analyse est globalement partagée.

⇒ Au travers du document, l'intégration croissante des ENR sur le réseau de distribution nécessitera une anticipation pour éviter une trop forte fluctuation sur le montant du tarif. Une interrogation sur la répartition des assiettes de prélèvement du tarif entre part abonnement et part à l'énergie distribuée qui devra être envisagée.

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

⇒ Oui

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

⇒ Oui

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

⇒ Oui

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

⇒ Oui

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

⇒ Le mécanisme actuel se base effectivement de manière notable sur des trajectoires issues de propositions formulées par les gestionnaires. Le constat sur l'écart prévisionnel / réalisé (tableau 2 de la page 21) le confirme indirectement d'ailleurs. L'intégration des tendances passées dans l'élaboration des futures trajectoires est ainsi une avancée positive.

Outre les contrôles renforcés que la CRE se propose de mettre en place, il paraît pertinent de pouvoir y associer des AODE dans leur activité de contrôle (analyse des PTF des concessionnaires lors des raccordements par exemple).

Mais également de donner aux AODE les moyens de contrôler les comptes de résultats. En effet, au niveau local, la réglementation actuelle (décret CRAC) n'a pas permis d'amélioration significative quant à la constitution de comptes de résultats à la maille des concessions (une très large majorité des charges est établie à partir de clé de répartition). Une amélioration dans l'élaboration des comptes de résultats présentés localement permettrait un renforcement des contrôles.

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissements « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

⇒ Une incitation des charges de capital sur un périmètre « hors réseaux » est pertinente. En effet, au niveau local ce type d'investissements n'est peu ou pas contrôlé pour diverses raisons : il ne s'agit généralement pas de bien de retours et il s'agit souvent d'investissements ne desservant pas directement la concession.

Les SI sont effectivement à exclure de ce mécanisme et donc plutôt opter pour une régulation classique d'investissements. En effet, ce type d'investissement impacte plus directement les usagers et contribue notablement à la modernisation du service.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

⇒ Il serait intéressant de connaître précisément pour chaque gestionnaire de réseau la répartition des masses financières entre postes totalement / partiellement / exclus du CRCP (sur ce point le graphique page 25 n'est pas clair. A quoi correspond la couleur bleue et la couleur violette ?). La prévisibilité et la maîtrise concrètes des charges des gestionnaires est probablement supérieure à celles indiqués par ceux-ci.

Il convient surtout de rappeler que les gestionnaires de distribution n'ont contractuellement pas d'objectifs contraignants sur la qualité service (continuité de service et délais de raccordement notamment) rendue aux usagers. Les dispositifs d'incitations sur les charges d'exploitation ne doivent pas inciter les gestionnaires à dégrader la qualité de service rendue à l'utilisateur.

Enfin, il convient de rappeler que les indices de qualité de service communiqués par les gestionnaires sont pour l'heure sur base déclarative et ne peuvent faire l'objet que de contrôle par échantillonnage au niveau des AODE.

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

- ⇒ Oui tout en notant que l'analyse portée par la CRE sur ce paragraphe peut être complétée par l'évolution significative liée aux actions de MDE / développements des ENR.

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

- ⇒ Oui d'autant que les gestionnaires sont déjà incités à optimiser les investissements via l'incitation sur les coûts unitaires. A ce stade (et sans incitation donc), le volume d'investissement est par exemple insuffisant pour contenir le vieillissement des ouvrages sur des réseaux de distribution d'électricité et de gaz.

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

- ⇒ Effectivement les gestionnaires de distribution par exemple disposent de levier sur leur politique d'achat d'une part et sur la conduite des réseaux d'autre part. A titre d'exemple, le déploiement des compteurs communicants pourra réduire les taux de fraudes sur la relève de compteurs. Des mesures de performance dans les postes de distribution pourraient également réduire les pertes.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

- ⇒ Oui

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées?

- ⇒ Le niveau de visibilité actuel et l'absence d'objectifs contraignants au niveau des gestionnaires de réseaux de distribution ne permettent pas de remettre en cause les principes actuels.

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite au titre du capital des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

- ⇒ L'analyse est partagée.

Question 16: Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

- ⇒ L'analyse de la CRE est complètement partagée d'autant que les subventions sont versées par l'UE / l'Etat et donc sont directement ou indirectement une contribution des usagers des réseaux.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

- ⇒ Il est difficile de se positionner sans évaluation des impacts sur la rémunération des différents gestionnaires. Concernant le taux de rémunération des investissements réalisés par les gestionnaires paraissent effectivement déconnectés de la réalité des marchés financiers.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tari-faires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

- ⇒ Le principe est satisfaisant. A noter tout de même que les discussions sur le barème de tarification des prestations catalogue permet également d'affiner le « juste coût » d'un investissement. Pour autant, ce mécanisme d'incitation doit pouvoir être contrôlé localement. Or, certaines prestations chiffrées par les gestionnaires de réseaux sont dits « au canevas » sans qu'aucun détail ne soit apporté (les coûts unitaires ne sont ainsi pas affichés).
Sur ce point encore, les AODE peuvent apporter un complément d'analyse et d'éclairage au travail mené par la CRE.

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

- ⇒ Hors champ de compétence

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

- ⇒ Hors champ de compétence

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

- ⇒ Hors champ de compétence

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

- ⇒ Oui

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans le tarif ATRT ?

- ⇒ Il convient effectivement de prendre en compte les dispositions contractuelles : certains cas de déplacement d'ouvrages – sortis de l'inventaire donc – sont rémunérés à hauteur de la VNC). L'analyse au cas par cas est donc une bonne approche.

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

- ⇒ Hors champ de compétence

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?

⇒ Hors champ de compétence

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?

⇒ L'analyse est partagée concernant la trajectoire R&D. Pas d'avis sur la révision biannuelle

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smart grids par les opérateurs ?

⇒ Favorable à l'intégration d'un tel mécanisme sur le gaz d'autant que les besoins d'intégration d'intelligence réseau sont importants.

Le développement des smartgrids électrique repose en partie sur les gestionnaires de réseaux mais sont également dépendant des choix opérés par d'autres acteurs (aménageurs, collectivités, ...). Il pourrait être intéressant d'inciter les gestionnaires au développement des smartgrids en intégrant un critère basé à la fois sur le volume d'ENR raccordé et le volume d'investissements associés à ces raccordements (limitation des renforcements).

Cette démarche initiative vis-à-vis des smartgrids doit également trouver sa source dans la tarification appliquée aux pétitionnaires demandant le raccordement.

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ?

Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

⇒ Oui. Le besoin de transparence est nécessaire considérant que la R&D est financée (au moins en partie) par l'usager et non pas intégralement sur fonds propres des gestionnaires.

Pas d'autres suggestions à formuler.

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

⇒ Oui

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?

Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

⇒ En basse tension, de nombreux usagers sont dits « mal alimentés » (généralement le niveau de tension délivrés est en dessous des seuils imposés au GRD). C'est une thématique à suivre car réellement pénalisante pour les usagers concernés.

⇒ Du côté des GRD, il convient de rappeler que les indices de qualité de service communiqués par les gestionnaires sont pour l'heure sur base déclarative qui ne peut faire l'objet que de contrôles par échantillonnages. De même, les indicateurs sont issus de traitements manuels et non d'informations automatisées laissant une large part aux erreurs de saisie par exemple. L'obligation pour les GRD de mettre en œuvre une remontée d'informations basées sur les compteurs communicants permettrait de fiabiliser les données.

⇒ Concernant le délai de raccordement aux réseaux de distribution, c'est une plainte récurrente remontée par les usagers et sur lesquels des solutions nouvelles doivent être trouvées. En cas de retard, l'usager n'est pas indemnisé d'autant qu'il doit payer à réception du devis avant tout engagement de travaux. A titre d'information, la garantie des services mise en œuvre jusqu'en 2004 par EDF offrait un dédommagement à tout usager qui voyait ce délai dépasser 15 jours.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?

⇒ Oui

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

⇒ Favorable à l'intégration d'indicateurs environnementaux mais pas assez de recul pour se positionner sur la pertinence de prévoir un cadre incitatif.

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

⇒ Concernant ENEDIS, la prime de risque (2,5%) adossée aux immobilisations nettes apporte en moyenne plus d'un Milliard d'euros annuellement au gestionnaire et constitue une grande part de ses revenus.

Ce point aurait méritée d'être discuté dans le cadre de cette consultation sur la régulation tarifaire.

En effet, compte tenu qu'une très bonne part des recettes est au CRCP, qu'une partie significative des charges sont intégralement au CRCP – que celles partiellement ou intégralement soumis à incitation sont bâties avec une asymétrie des informations entre gestionnaire et régulateur, de l'existence des mécanismes d'apurement du CRCP d'une année sur l'autre : ce taux de 2,5% mérite d'être rediscuté.